

## Club Défense - Newsletter du 10/03/2020

*Vous recevez cette édition de la Newsletter du Club Défense parce que vous appartenez au groupe Club Défense du site AEGE.*

### Les actus de la Défense

#### [Géopolitique]

**"Les États-Unis ne veulent plus jouer [les gendarmes au Moyen-Orient](#)"** 03 mars 2020

*Le Point*

Dix-neuf ans après l'invasion de l'Afghanistan pour en déloger les talibans, [les États-Unis ont signé avec ces derniers un accord](#) censé aboutir au départ des troupes américaines dans le pays. Donald Trump réalise ainsi une promesse de campagne : il est temps pour les États-Unis de mettre un terme aux « guerres sans fin » dans lesquelles ils sont engagés, notamment au Moyen-Orient. Le constat est le même en Syrie. Alors [que la région d'Idleb est sous le feu croisé des armées syrienne, russe et turque](#), provoquant un afflux sans précédent de réfugiés (près d'un million de personnes), les États-Unis frappent par leur absence, la majorité des soldats américains ayant déjà quitté le pays.

**La Russie renforce son armée dans l'Arctique**, 05 mars 2020

*Le Journal de Montréal*

[La Russie va renforcer ses capacités militaires dans l'Arctique](#) en y créant une « force opérationnelle » et en améliorant son contrôle de la zone, selon un décret signé jeudi par le président Vladimir Poutine. La région, outre ses vastes réserves en hydrocarbures, suscite aussi l'intérêt de Moscou en raison du passage du Nord-Est appelé à devenir une grande route maritime entre l'Europe et l'Asie, rendue praticable avec le changement climatique et la fonte des glaces.

#### [France]

**Les exportations d'armes vers le Moyen-Orient progressent, la France troisième exportateur mondial**, 09 mars 2020

*Franceinfo avec AFP*

[La France figure toujours parmi les plus grands exportateurs d'armes](#). Les ventes d'armes vers le Moyen-Orient ont notamment flambé au cours des cinq dernières années. Selon un rapport de l'institut international de recherche sur la paix (Sipri), les exportations françaises ont largement augmenté sur un marché pourtant dominé par les États-Unis. Les ventes d'armes sont en hausse depuis 2003 dans le monde. Le volume de vente a augmenté de 5,5% sur la période 2015-2019 par rapport à la période 2010-2014.

**[Florence Parly à Zagreb pour défendre le FED](#)**, 05 mars 2020

*forcesoperations.com*

C'est malheureusement presque acquis : le budget de la défense perdra des plumes avec le prochain Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 de l'Europe, plombé par le trou de 60 à 75Md€ engendré par le Brexit. Certains pays, comme la France, défendent néanmoins l'augmentation des investissements de défense et de sécurité de l'Union. La dernière proposition budgétaire en date, soumise le 27 février par la Commission, envisage un plafond de 1,069 % ou 1,07 % du PIB européen pour financer le CFP 2021-2027. C'est bien loin du niveau d'ambition défendu par le président de la République Emmanuel Macron le mois dernier en Allemagne lors de la conférence de Munich sur la sécurité. « À horizon 10 ans, je vois une Europe qui aura construit des leviers pour bâtir sa souveraineté technologique, de sécurité et de défense, » déclarait-il alors.

## [Industrie]

### **Vente de Photonis : l'Etat français met son veto à l'américain Teledyne, et maintenant ?** 09 mars 2020

*La Tribune, Portail de l'IE, Observatoire de l'IE français*

C'est non. [Le groupe américain Teledyne ne pourra pas racheter la PME technologique Photonis](#). Les ministères de l'Economie et des Armées se sont accordés à dire qu'il fallait que "cette entreprise reste souveraine", selon une source proche du dossier. Le groupe américain d'ingénierie et d'électronique Teledyne était en négociations exclusives depuis début février, comme l'avait révélé l'AFP mi-février.

[Quel avenir pour Photonis](#) dès lors que l'Etat a mis son veto sur la vente de cette pépite française à un groupe américain ? A ce jour, la DGA n'a pas réussi à convaincre Safran et Thalès de racheter Photonis, la cession est désormais examinée par la Direction générale du Trésor au titre du contrôle des investissements étrangers en France (IEF). L'annonce de cette cession a néanmoins suscité nombre de réactions dans la sphère politique et médiatique. Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a appelé les administrations et entreprises à préserver de manière collective les enjeux de souveraineté technologique. Il s'agit d'un signal clair au marché : [les technologies stratégiques françaises sont protégées](#). Thales et Safran, déjà sollicités cet automne, restent encore prêts à prendre des participations minoritaires aux côtés d'un ou de plusieurs investisseurs majoritaires. L'avenir de Photonis est néanmoins toujours incertain. La vente sera-t-elle abandonnée ? Sinon, qui seront le ou les acheteurs et quel rôle jouera l'Etat dans ce rachat ? Alexandre Medvedowsky, président du Syndicat français de l'intelligence économique et membre du comité d'experts de l'Observatoire de l'IE Français (OIEF), a rappelé [la nécessité « mobilisation d'une solution française »](#) pour la poursuite des activités essentielles de Photonis.

### **Comment dynamiser et sauvegarder la BITD sur le sol national ?** 05 mars 2020

*Meta-Défense*

Fonds d'investissement, banque privée, des alternatives à Safran et Thales ? L'actualité récente, et le dossier Photonis particulièrement, pose la question. Les seules solutions gouvernementales aujourd'hui reposent sur des requêtes du ministère vers Safran et surtout Thales pour se porter acquéreur, sans réelle cohérence industrielle. Il se trouve simplement que ces entreprises ont une activité plus ou moins proche et sont les plus importantes de la BITD. Doit-on mettre en œuvre une solution privée et nationale destinée à répondre à ce besoin précis, mais également aux besoins spécifiques en matière de financement des industries de défense et des armées ? Cela doit-il passer par un [fonds](#)

[d'investissement privé pour garantir la souveraineté technologique nationale](#) ? Plus de réponses [dans cet article](#).

## Les dates à retenir

**12 mars 2020 - 8h30-12h30**, Université de Bordeaux, Place Pey Berlan, 33000 Bordeaux

COLLOQUE | **Les investissements étrangers dans le domaine stratégique – Réflexions croisées droit-sciences économiques**. Le projet « Defense and Peace Bordeaux School (BPBS) » organise un colloque interdisciplinaire sur la thématique des investissements étrangers dans le domaine stratégique. Plus d'informations [ici](#).

**12 mars 2020 - 19h30-21h00**, Université Paris-Dauphine, Place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 75775 Paris

CONFERENCE | **La riposte française à l'extraterritorialité du droit américain** avec Raphaël Gauvain, Manon Krouti et Jean-Luc Sauron. Plus d'informations et inscriptions [ici](#).

**17 mars 2020 - 17h00-19h00**, Science Po, 13 rue de l'Université, 75007 Paris

CONFERENCE | **Pays baltes, défense européenne et OTAN : un trio impossible ?** avec le lieutenant-colonel Serge de Klebnikoff, rédacteur au sein de la Revue Défense Nationale. Inscriptions [ici](#).

**26 mars 2020 - 18h30-20h00**, Sorbonne, 31 rue de Poissy, 75005 Paris

CONFERENCE | **Quel avenir pour le renseignement français ?** avec Patrick Guyonneau et Lucile Rolland. Inscriptions [ici](#), pièce d'identité obligatoire.

**31 mars 2020 - 19h00-21h00**, Cité des sciences et de l'industrie, 30 avenue Corentin Cariou, 750019 Paris

CONFERENCE | **Espionnage et démocratie : un couple sous tension** avec Didier Bigo, Olivier Chopin, Bertrand Warusfel et Jean Guisnel. Plus d'informations [ici](#).

## Le focus de la semaine

[Anniversaire] : le 7 mars 1966, retrait de la France de la structure militaire intégrée de l'OTAN & le 11 mars 2009, retour de la France dans cette même structure.

Le 7 mars 1966, le général de Gaulle écrit au président américain Lyndon B. Johnson "*La France se propose de recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté, actuellement entravé par la présence permanente d'éléments militaires alliés ou par l'utilisation qui est faite de son ciel, de cesser sa participation aux commandements intégrés et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'OTAN.*"

Malgré un geste politique très fort, de Gaulle a procédé de manière beaucoup plus pragmatique en sortant « pas à pas » de l'OTAN. En mars 1959 il annonce que la flotte basée en Méditerranée se retire du commandement de l'OTAN. En mai de la même année il s'oppose au stockage d'armes nucléaires. En 1962, les divisions françaises rapatriées d'Algérie ne sont pas réaffectées à l'OTAN et en 1964, c'est au tour des forces navales françaises.

Cependant, la France, même après avoir quitté le commandement militaire intégré de l'Organisation, n'a jamais renié son engagement dans l'OTAN. De Gaulle prenait soin de préciser que le pays restait prêt à « *combattre aux côtés de ses alliés au cas où l'un d'entre eux serait l'objet d'une agression qui n'aurait pas été provoquée* ».

Depuis de Gaulle, les présidents français sont restés proches de l'OTAN. Le 11 mars 2009, Nicolas Sarkozy, alors Président de la République, annonce le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN lors d'un discours à l'Ecole Militaire. Cette décision est entérinée par le sommet de l'OTAN de Strasbourg un mois plus tard. En revanche, la France refuse toujours de participer au Groupe des Plans Nucléaires de l'OTAN.

**Un sujet vous a marqué mais n'a pas été traité ici ? Contactez-nous : [juliette.nicoud@aege.fr](mailto:juliette.nicoud@aege.fr)**